

Arrêté préfectoral autorisant la société des Sablières de la Tardoire (SATAR) à exploiter une carrière de sables et graviers et les installations de traitement associées, sur les communes de Moulins-sur-Tardoire (à Rancogne, au lieu-dit « La Plaine de la Maison Blanche »), et de La Rochefoucauld-en-Angoumois (au lieu-dit « Olérat »), activités soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de Charente
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I et ses titres I des livres II, IV et livre V ;

Vu le code minier ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret du Président de la République en date du 3 juillet 2024 portant nomination de monsieur Jérôme Harnois, préfet de la Charente, à compter du 19 août 2024 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes La Rochefoucauld-Porte du Périgord ;

Vu le récépissé de déclaration et l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1984 portant autorisation initiale pour une carrière de sable, sur le site d'Olérat à La Rochefoucauld ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1989 relatif à l'extension et l'exploitation d'une carrière de sable au nom de la SATAR sur le site d'Olérat à La Rochefoucauld et son arrêté complémentaire du 9 juin 1999 ;

Vu le récépissé de déclaration et l'arrêté préfectoral du 24 mai 1985 relatifs à l'exploitation d'une installation de traitement de sable, sous l'ancienne rubrique n° 89 bis de la nomenclature des installations classées, sur le site d'Olérat à La Rochefoucauld, et ses prescriptions complémentaires des 9 août et 5 septembre 2006 relatives au prélèvement d'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 1981 relatif à l'autorisation initiale au nom de Paul GAUTIER et Fils et AUDOIN et Fils pour une carrière de sable ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 avril 1984 relatif au changement d'exploitant au profit de la société SATAR ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 1999 relatif à l'intégration des garanties financières et fixant d'autres prescriptions générales issues de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 pour l'exploitation d'une carrière au nom de la SATAR sur le site de La Plaine de la Maison Blanche à Rancogne, Moulins-sur-Tardoire ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 1999 relatif à l'intégration des garanties financières et fixant d'autres prescriptions générales issues de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 pour l'exploitation d'une carrière au nom de la SATAR sur le site d'Olérat à La Rochefoucauld ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2002 prorogeant le délai d'exploitation de la carrière de 30 ans soit jusqu'en 2032) et réglementant l'extension et le renouvellement d'autorisation d'exploitation au nom de la SATAR sur le site de La Plaine de la Maison-Blanche à Rancogne, Moulins-sur-Tardoire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 relatif à l'extension et l'exploitation d'une carrière de sable au nom de la SATAR sur le site de La Plaine de la Maison-Blanche à Rancogne, Moulins-sur-Tardoire ;

Vu les demandes et leurs dossiers associés datées du 9 novembre 2022 de la société Sablières de la Tardoire (SATAR), dont le siège social est situé 93 rue d'Angoulême, 16400 Puymoyen, demandes relatives à la cessation partielle d'exploitation du site d'Olérat et à la modification de l'exploitation de l'ensemble des deux sites, Olérat et Plaine de la Maison Blanche ;

Vu le complément de dossier de cessation partielle d'activité sur le site de la carrière d'Olérat déposé le 15 décembre 2024 dont notamment les attestations en lien avec la cessation partielle d'activité dites ATTES SECUR, ATTES MEMOIRE et ATTES TRAVAUX ;

Vu le rapport et les propositions en date du 4 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 4 juillet 2025 à la connaissance du demandeur, la société SATAR ;

Vu les observations présentées le 21 juillet 2025 par le demandeur sur ce projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'encadrement administratif de la carrière d'Olérat est obsolète (fin d'autorisation d'exploitation de la carrière 2009) et que la remise en état de celle-ci est dépendante de la carrière de Rancogne, les déchets issus du traitement de celle-ci participant à son remblayage ;

Considérant les modifications portées sur les conditions d'exploitation du site d'Olérat, notamment sur les installations de traitement et la cessation partielle d'activité ;

Considérant les modifications des conditions d'exploitation du site de la carrière de Rancogne, notamment les modifications sur la remise en état du fait de la moindre épaisseur de gisement ;

Considérant que la carrière de Rancogne ne dispose pas d'installation de traitement sur site et qu'elle est tributaire du site d'Olérat pour le traitement du matériau ;

Considérant que les installations d'Olérat, utilisées pour le traitement des matériaux extraits de la carrière de Rancogne, sont connexes à l'activité de celle-ci et doivent, de ce fait, être encadrées par un même arrêté préfectoral d'autorisation par cohérence administrative ;

Considérant que les dispositions des arrêtés d'autorisation des deux sites deviennent inadaptées pour l'encadrement des activités actuellement exercées et que ces dispositions nécessitent une mise à jour par la fusion des autorisations administratives de ces deux établissements en un acte unique ;

Considérant que le prélèvement d'eau dans la Tardoire, pour le traitement des matériaux sur le site d'Olérat, nécessite d'être encadré et qu'il convient de prendre en compte des rubriques de la nomenclature de la loi sur l'eau (rubriques IOTA) ;

Considérant que les modifications apportées ne peuvent être autorisées que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Considérant que les modifications apportées ne peuvent être autorisées que si les mesures d'exploitation de l'installation permettent une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, en visant notamment à assurer la protection de la ressource en eau et la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets ;

Considérant que les capacités techniques et financières démontrées par l'exploitant pour l'exploitation des deux sites, lui permettent de poursuivre celle-ci dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 de ce même code lors de la cessation d'activité ;

Considérant que la proximité (1,5 km environ) des deux sites et la continuation de leur fonctionnement actuel permettent de limiter les coûts de transport et les effets associés, notamment sur la circulation et la consommation énergétique ;

Considérant que la demande de modifications des conditions d'exploitation est à considérer comme non substantielle au regard des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Sablières de la Tardoire (SATAR), dont le siège social est situé 93 rue d'Angoulême, 16400 Puymoyen, Siret 322 802 265 00015, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable et graviers sur les territoires des communes de La Rochefoucauld-en-Angoumois, au lieu-dit Olérat, et de Moulins-sur-Tardoire, à Rancogne, au lieu-dit La Plaine de la Maison Blanche.

Les parcelles liées à l'exploitation de la carrière (extraction de matériaux) concernent l'établissement de Rancogne à Moulins-sur-Tardoire.

Article 1.1.2 : Réglementation générale

Les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié sont applicables sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

Article 1.1.3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration, sont applicables aux installations classées soumises à déclaration dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 1.1.4 : Abrogation des prescriptions des actes antérieurs

Sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté, les prescriptions des arrêtés susvisés suivants :

- arrêté préfectoral du 30 octobre 1984 d'autorisation initiale pour une carrière de sable sur le site d'Olérat à La Rochefoucauld ;
- arrêté préfectoral du 24 mai 1985 relatif à l'exploitation d'une installation de traitement de sable, ancienne rubrique n° 89 bis de la nomenclature des installations classées, sur le site d'Olérat, et ses prescriptions complémentaires des 9 août et 5 septembre 2006 relatives au prélèvement d'eau ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 1999 relatif à l'intégration des garanties financières et fixant d'autres prescriptions générales issues de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 sur le site d'Olérat ;
- arrêté préfectoral du 27 décembre 1989 relatif à l'exploitation d'une carrière de sable au nom de la SATAR sur le site d'Olérat, et son arrêté complémentaire du 9 juin 1999 ;
- arrêté préfectoral du 3 août 1981 d'autorisation initiale au nom de Paul GAUTIER et Fils et AUDOIN et Fils pour une carrière de sable sur le site de La Plaine de la Maison-Blanche à Rancogne, commune de Moulins-sur-Tardoire ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 1999 relatif à l'intégration des garanties financières et fixant d'autres prescriptions générales issues de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 sur le site de La Plaine de la Maison-Blanche ;
- arrêté préfectoral du 29 octobre 2002 relatif au renouvellement et à l'extension sur le site de La Plaine de la Maison-Blanche ;
- arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 relatif à l'exploitation d'une carrière de sable au nom de la SATAR sur le site de La Plaine de la Maison-Blanche ;

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 : Rubriques concernées de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Activité	Production commercialisable	Classement
2510-1	Exploitation de carrière	Site de Maison-Blanche – Rancogne Production annuelle maximale : 150 000 tonnes maximum	A
2515-1-b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Site d'Olérat – La Rochefoucauld Installation de concassage, criblage, lavage de graves et sable. P = 190 kW	D
	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par	Site d'Olérat – La Rochefoucauld	

2517-1	d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	Surface de stockage : près de 20 000 m ² .	E
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris).	Site d'Olérat – La Rochefoucauld Une cuve aérienne de GNR d'un volume de 3 000 litres Q = 2,54 t	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	Site d'Olérat – La Rochefoucauld Installation de distribution de GNR. Le remplissage des réservoirs des engins est réalisé à l'aide d'une pompe de 3 m ³ /h. Volume annuel de 50 m ³	NC

A (autorisation), E (enregistrement) D (Déclaration), NC (non classé)

Article 1.2.2 : Listes des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (rubriques IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristique de l'installation	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Pompage dans puits en vue de l'arrosage des pistes.	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A) ; — 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D)	Débit d'environ 5 m ³ /h, volume maximal : — journalier de 120 m ³ — annuel de 1 000 m ³	NC
1.2.1.0	Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : — 1° Capacité supérieure ou égale à 1 000 m ³ /h (A) — 2° Capacité supérieure à 400 m ³ /h mais inférieure à 1 000 m ³ /h (D)	Prélèvement autorisé : 150 m ³ /heure – 12 heure/jour Réduction de durée de prélèvement, en cas de débit faible mesuré sur La Tardoire à Montbron : Réduction de moitié, soit 6 heures en cas de débit inférieur à 500 l/s, Arrêt total du prélèvement lorsque le débit est inférieur à 250 l/s Prélèvements annuels plafonnés à 400 m ³ /j, 96 000 m ³ /an sur la base des prélèvements de l'année 2022.	NC
3.2.3.0- 2°	Plans d'eau, permanents ou non : Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3ha	Superficie de plan d'eau temporaire créé : 1,4 ha environ	D

NC (non classé) – D (Déclaration)

Article 1.2.3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, lieux-dits et parcelles suivants :

Site de Rancogne, Moulins-sur-Tardoire

Suite au renouvellement de 2017 (pour une durée de 15 années)

Lieu-dit	Section	N° de parcelles	Surfaces
Le Taillis Rond	D	152p, 156, 157p	6 ha 84 a 53 ça
La Plaine	D	158 à 165, 167 à 170	

Suite à l'extension de 2017 (pour une durée de 15 années)

Lieu-dit	Section	N° de parcelles	Surfaces
La Plaine	D	166	5 ha 51 a 78 ça
La Plaine de la Maison Blanche	D	132 à 135, 475	

Site d'Olérat, La Rochefoucauld-en-Angoumois

Lieu-dit	Section	N° de parcelles	Surfaces
Chemin de Fonceau	AP	22, 23, 122p, 124	16 ha 72 a 75 ça
Olérat	AP	24, 25, 90, 91, 121, 123, 140, 141p, 143	
Prés d'Aumagne	AP	89	

La superficie totale est de **29 ha 09 a 06 ça**.

Le plan de situation, le plan de l'état actuel de la carrière et le plan parcellaire, avec les références cadastrales, sont joints en annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté.

Article 1.2.4 : Autres limites de l'autorisation

Article 1.2.4.1 : Droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.3.

Article 1.2.4.2 : Garantie des limites du périmètre

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1 : Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 – DURÉE ET CADUCITÉ DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1 : Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-28 et L. 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 24 juillet 2032.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état des deux sites d'Olérat et de Rancogne.

Article 1.4.2 : Caducité

1.4.2.1 L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Ce délai est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable.

1.4.2.2 Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

CHAPITRE 1.5 – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le plan de phasage d'exploitation et de remise en état donne les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le tableau ci-dessous fixe le montant cumulé des garanties financières des deux sites pour chaque phase d'exploitation.

Période quinquennale à partir de la date d'autorisation	S1 (ha) infrastructures	S2 (ha) superficie en exploitation	S3 (ha) linéaire de fronts	Montant des garanties financières pour la remise en état (€ TTC) *
07/2017-07/2022				/
07/2022-07/2027	13,36	5,24	0,6	483198
07/2027-07/2032	11,22	3,44	0,44	372590

* Selon un indice TP01, base 2010, de 131,4 pour le mois d'avril 2022, publié au *Journal officiel* de la République française du 15 juin 2025, dernier indice connu à la date de signature de l'arrêté

Article 1.5.2 : Établissement et mises à jour des montants des garanties financières

L'établissement, le renouvellement, l'actualisation et la modification des garanties financières sont établis en référence à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, et de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

Article 1.5.3 : Levée des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés. Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité définie aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement. L'exploitant doit faire attester, par une entreprise certifiée, la conformité des étapes de la cessation d'activité et transmettre ces attestations à l'inspection des installations classées.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

CHAPITRE 1.6 – AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Article 1.6.1 : Redevance archéologie préventive

Le présent arrêté vaut fait générateur pour la perception de la redevance d'archéologie préventive pour les surfaces affectées par les travaux.

Cette redevance est due pour les superficies suivantes (hors la superficie correspondant à la bande minimale de 10 m ou supérieure à 10 m) :

- pour la période 2022-2027 : extraction 26 000 m²
- pour la période 2027-2032 : extraction 21 500 m².

Article 1.6.2 : Archéologie préventive

La réalisation des travaux de la carrière est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs permettant d'attester de ces travaux d'archéologie préventive.

Article 1.6.3 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.7 – VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 1.7.1 : Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander, en cas de nécessité, la mise en place et l'exploitation, aux frais de l'exploitant, d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

CHAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 : Objectifs généraux

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 2.1.2 : Aménagements préliminaires

Article 2.1.2.1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 2.1.2.2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection des installations classées. La position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection RGF93-Lambert 93.

Article 2.1.2.3 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Toutes les eaux de ruissellement du site de Rancogne rejoignent le fond de la carrière à mesure de son exploitation.

Article 2.1.2.4 : Accès à la carrière

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Chacun des sites dispose d'un accès sécurisé depuis la RD 73.

Un plan de circulation est affiché à l'entrée de chaque site.

Article 2.1.3 : Mise en service de la carrière

La mise en service des installations est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés aux articles 2.1.3.1 à 2.1.3.4 du présent arrêté sont achevés ;

- le document justifiant de la constitution des garanties financières (article 1.5.2 du présent arrêté) est transmis au préfet.

Article 2.1.4 : Dispositions d'exploitation

Article 2.1.4.1 : Déboisement et défrichage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases en lien avec les besoins de l'exploitation et avec la nécessité de limiter l'impact sur le milieu naturel.

Article 2.1.4.2 : Technique de décapage de la découverte

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Il est réalisé selon des périodes dépendantes des enjeux sur les milieux et les espèces concernés par les zones de travaux.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés de manière différenciée. L'horizon humifère est, soit utilisé directement pour la remise en état de secteurs déjà remblayés lorsque c'est possible, soit stocké, notamment sous forme de merlons périphériques, pour réutilisation lors de la remise en état des lieux. Les stériles servent au remblayage du site.

Article 2.1.4.3 : Patrimoine archéologique

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques, en dehors du cadre d'opérations préventives, seront signalées sans délai à la mairie et à la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées.

Article 2.1.5 : Fonctionnement de la carrière

Article 2.1.5.1 : Rythme de fonctionnement

Les horaires de travail sont de manière générale de 7 h à 18 h 30, hors samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2.1.5.2 : Description des installations autorisées

Site d'Olérat

La carrière d'Olérat a été exploitée avec extraction jusqu'en 2009. Depuis lors le site est utilisé pour y stocker puis traiter le matériau issu du site de Rancogne et stocker les matériaux à commercialiser sur une surface d'environ 20 000 m².

Le site comporte l'ensemble des installations se rattachant au traitement des matériaux (lavage, criblage).

Le site de la carrière a une superficie de 16 ha 72 a 75 ça.

La cote initiale, avant exploitation du terrain naturel de la carrière, varie de 84 m NGF à l'Est à 82 m NGF à l'Ouest.

L'altitude moyenne des terrains qu'il est prévu de restituer à l'état final sera comprise entre 82,5 NGF en partie centrale et 82 NGF dans le secteur Sud.

Site de Rancogne

La carrière de Rancogne est une carrière de sable et graves sans aucune installation fixe sur place. Les matériaux sont traités sur le site voisin d'Olérat.

Le site de la carrière a une superficie de 12 ha 36 a 31 ça.

Article 2.1.5.3 : Modalités d'exploitation

L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après.

Site d'Olérat

Jusqu'en 2009, l'exploitation est conduite par phases successives conformément à la demande. Une épaisseur de 0,5 m de formations alluviales est laissée en place au-dessus des calcaires.

Les sables à extraire sont exploités avec deux fronts de taille séparés par une banquette intermédiaire de 10 m de large minimum.

L'exploitation en bordure de La Tardoire est arrêtée à 5 m de la digue existante et laisse subsister une bande de protection de 40 m de large entre la Tardoire et le front d'exploitation. L'exploitation est arrêtée à 10 m en bordure de la RD 73.

Après 2009, le site est utilisé par l'installation de traitement de matériaux, les stocks de produit brut et de produits traités, les bassins de décantation.

Les matériaux livrés depuis le site de la carrière de Rancogne subissent un traitement criblage/lavage. Les boues issues du traitement du tout-venant sont dirigées vers les bassins de décantation correspondant aux anciennes fosses d'extraction sur le site d'Olérat.

Ces bassins de décantation sont comblés petit à petit par les stériles et boues de décantation pour former, à l'issue du processus, un terrain plat au moment de la cessation d'activité.

Site de Rancogne

Les travaux d'extraction sont réalisés hors d'eau, sans pompage, donc sans rabattement de la nappe ni rejet vers le milieu extérieur.

Les terres de découverte sont décapées au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction des sables et graves. Ces travaux sont effectués au moyen d'un chargeur sur pneus ou d'une pelle mécanique. La reprise des matériaux extraits est réalisée à l'aide de la pelle hydraulique qui effectue le remplissage des bennes des camions de transport.

Les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont en annexe 4 du présent arrêté.

La cote minimale du fond de la carrière est de 70 m NGF dans la zone Ouest avec une épaisseur maximale d'extraction de 12 m. Compte-tenu des niveaux piézométriques relevés (à savoir 76,9 m NGF pour le piézomètre n° 1), le niveau moyen du fond de fouille de la carrière sur l'ensemble du périmètre restant à exploiter est fixé à 78 m NGF, afin de maintenir l'exploitation au-dessus du niveau des plus hautes eaux relevées et éviter tout impact sur la nappe d'eau.

Cette cote pourra être revue à la demande de l'exploitant au vu du suivi, dont la durée ne sera pas inférieure à trois années consécutives, de la nappe d'eau souterraine. Les piézomètres installés au droit du site (cf. annexe 6) seront utilisés pour assurer ce suivi.

La hauteur maximale des gradins est de 2,5 m. Une banquette d'une largeur minimale de 7 m sépare chaque gradin.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

Article 2.1.6 : Évacuation des matériaux

Les matériaux extraits sont évacués par voie routière. L'exploitant met en place notamment les mesures suivantes :

- un accès sécurisé à la carrière ;
- un aménagement et un nettoyage convenable des voies de circulation et des aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation ;
- des dispositions telles que les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies publiques ;
- un nettoyage régulier de l'accès.

Article 2.1.7 : Consignes et plans d'exploitation

Article 2.1.7.1 : Consignes d'exploitation

L'exploitant établit, pour l'ensemble des installations, des consignes d'exploitation comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, en cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.1.7.2 : Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés, à minima :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- les bornes visées à l'article 2.1.3.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau et cotes d'altitude des points significatifs (en m NGF) ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations de toute nature (basculer, locaux, installations de traitement, station de transit) ;
- les éléments significatifs (piézomètre, bassins de décantation, séparateurs à hydrocarbures...) ;
- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'article 1.2.4.2 ;
- la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

À la fin de chaque période quinquennale (soit d'ici juillet 2027 pour la phase 2 et d'ici juillet 2032 pour la phase 3), ce plan est adressé à l'inspection des installations classées en justifiant des remises en état réalisées lors des phases d'exploitation écoulées (cf. article 2.3.1).

Article 2.1.7.3 : Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui sont stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé pour la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et de réduction au minimum de la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

CHAPITRE 2.2 – INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.2.1 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Les principales prescriptions à respecter sont décrites ci-après.

Site d'Olérat

Des merlons arborés sont implantés le long des axes routiers (RD 73 et VC n° 109). La plateforme finale est raccordée aux terrains naturels environnants.

Site de Rancogne

Un merlon est aménagé en bordure Sud et Est des terrains de l'extension afin de diminuer l'impact visuel depuis la VC n° 203 et le chemin rural n° 1. Il est complété par une haie arborescente et arbustive d'essences locales en limite Sud de l'extension, sur 250 m en bordure de la VC n° 203 et en limite Est de l'extension, en bordure du chemin rural n° 1, sur 200 m.

Afin de limiter les risques de mortalité des oiseaux nichant sur les terrains de l'extension, les travaux de décapage du sol sont programmés en dehors de la période de reproduction des oiseaux qui s'étend de fin mars à début août.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc.

CHAPITRE 2.3 – REMISE EN ÉTAT

Article 2.3.1 : Conditions de remise en état

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation, selon le schéma d'exploitation et de remise en état final du présent arrêté dans les conditions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Le projet de réhabilitation de la carrière est conforme au descriptif et aux plans de remise en état des deux sites (annexe 5).

Le site d'Olérat est remblayé en plateforme minérale plane avec végétation herbacée à une cote moyenne de 82 m NGF. L'ensemble des installations liées au traitement des matériaux et les bâtiments atelier, locaux du personnel, pont-bascule sont démolis et évacués.

Le site de Rancogne est remblayé en plateforme minérale avec végétation herbacée avec une cote minimale à 74 m NGF. Les terrains se présentent sous la forme de terrains en pentes douces orientées vers le centre de l'emprise autorisée, raccordées en tête aux terrains limitrophes environnants, à savoir la RD 73 à l'Ouest, la voie communale n° 203 au Sud et le chemin rural n° 1 à l'Est. Le côté Nord de l'emprise est raccordé aux terrains en contrebas par une marche d'une hauteur comprise entre 1 et 3 m, avec une pente de l'ordre de 45°. Les merlons constitués en phase travaux en bordure de site sont conservés.

Les mesures de remise en état doivent permettre une renaturation du site favorable aux espèces locales de faune et de flore.

L'exploitant notifie chaque phase quinquennale de remise en état (soit d'ici juillet 2027 pour la phase 2 et d'ici juillet 2032 pour la phase 3), au préfet. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs attestant d'une remise en état effectuée au fil de l'eau.

L'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au plus tard six mois avant le terme de l'autorisation.

La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.

Article 2.3.2 : Remblayage

Le remblayage de la carrière est effectué selon les règles de l'art de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Sur le site d'Olérat, il est réalisé avec les stériles de traitement et les boues de décantation jusqu'à une cote moyenne de 82 m NGF. Des déchets de fabrication de blocs en béton provenant de l'usine GAUTIER MATERIAUX de Puymoyen pourront être utilisés.

Sur le site de Rancogne, le remblayage est réalisé uniquement avec les matériaux provenant du site même et de déchets d'extraction et de refus de tri de l'installation de traitement d'Olérat qui reçoit les graves de Rancogne. La cote minimale de remise en état est de 74 m NGF.

En cas de besoin de matériaux autres que ceux de la carrière, seuls des déchets inertes respectant les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé seront utilisés.

De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas de nature à dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

CHAPITRE 2.4 – DÉCLARATION ANNUELLE

Article 2.4.1 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié susvisé, en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 2.5 – INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1 : Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, dans les meilleurs délais et conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS

Article 2.6.1 : Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres de moins de cinq ans répertoriés dans le présent arrêté ;

- les plans de phasage de l'exploitation à jour et les justificatifs de remises en état effectuées au fil de l'eau.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 2.6.2 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection des installations classées

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Articles 1.5.2 & 1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	Préalablement à la mise en service de la carrière Trois mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de l'indice TP01
Article 1.5.3	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 1.5.3	Arrêt définitif : plan final et reportage photographique de remise en état	À l'échéance de l'arrêté préfectoral
Article 2.1.7.2	Plan d'exploitation	À la fin d'une période quinquennale
Article 2.1.7.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
Article 2.3.1	Notification de chaque phase de remise en état	À chaque fin de phase de remise en état
Article 2.4.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante
Article 2.5.1	Rapport d'accident	Au plus tard 15 jours après l'évènement

TITRE 3 – PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 3.1 – GÉNÉRALITÉS

Article 3.1.1 : Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 3.1.2 : Contrôle des accès

Durant les heures d'activité, l'accès aux sites en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès des chantiers et des zones de stockage est interdit au public.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 3.1.3 : Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les engins de chantier doivent justifier d'un contrôle technique récent et être équipés de kits de dépollution.

CHAPITRE 3.2 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 3.2.1 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

CHAPITRE 3.3 – DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 3.3.1 : Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

CHAPITRE 3.4 – DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 3.4.1 : Rétentions et confinement

3.4.1.1 Le ravitaillement des engins peu mobiles en carrière est réalisé avec un système de récupération des égouttures ou un bac de rétention mobile.

Le stockage de carburant, huile ou hydrocarbure n'est pas autorisé sur le site de la carrière de Rancogne.

L'approvisionnement en carburant des engins est prioritairement réalisé sur le site d'Olérat au moyen d'une cuve aérienne de 3 000 litres.

L'entretien des engins est réalisé sur le site d'Olérat. Les vidanges, ravitaillements et nettoyages des engins de chantier et du matériel se font dans les zones spécialement définies et aménagées (zone imperméabilisée, tapis absorbants...). À défaut, ils sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le site comporte les dispositifs et moyens de protection (aire étanche, décanteur déshuileur, etc.) et de tri des déchets adaptés. Ces dispositifs décanteur – déshuileur font l'objet d'un entretien *a minima* annuel.

Les inertes et autres substances ne sont pas rejetés dans le milieu naturel.

Les produits du débroussaillage ne doivent pas être brûlés sur place.

3.4.1.2 Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

3.4.1.3 La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

3.4.1.4 Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

3.4.1.5 Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

CHAPITRE 3.5 – DISPOSITIF D'EXPLOITATION

Article 3.5.1 : Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

TITRE 4 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 4.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1 : Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

CHAPITRE 4.2 – CONTRÔLES DES REJETS

Article 4.2.1 : Retombées de poussières dans l'environnement

L'exploitant prend notamment les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- en fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère ;
- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées. Les pistes sont arrosées si nécessaire ;
- les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés, en cas de risque d'envol de poussières, par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

Article 4.2.2 : Mise en œuvre des contrôles

L'exploitant peut procéder, de sa propre initiative ou sur demande de l'inspection, à des contrôles d'empoussièrement en cas de nécessité, pour tenir compte de signalements (plaintes). Dans ce cas, le contrôle des niveaux d'empoussièrement et les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5.1.1 Dispositions générales

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants. Le suivi des consommations et des prélèvements d'eau est réalisé *a minima* tous les mois ; une traçabilité des relevés est tenue à la disposition de l'inspection.

Article 5.1.2 Origine des prélèvements en eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les conditions de prélèvement d'eau dans la Tardoire comme appoint des eaux de process de l'installation de traitement respectent les dispositions suivantes.

Site d'Olérat

Prélèvement par gravité dans la Tardoire :

- en régime d'écoulement normal de la rivière, prélèvement maximal : 150 m³/h, 12 h/j ;
- en cas de débit faible signalé sur la Tardoire à Montbron, lorsque le débit est inférieur à 500 L/s, la consommation est réduite de moitié, soit 6 h/j ou un jour de prélèvement sur deux ;
- lorsque le débit est inférieur à 250 L/s, arrêt total du prélèvement.

Les prélèvements, en cohérence avec comme base, les données fournies par l'exploitant pour l'année 2022, sont plafonnées à 400 m³/j, 96 000 m³/an.

Les débits et le nombre d'heures de prélèvement par jour dans la Tardoire sont indiqués sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le respect des modalités de prélèvement est tracé dans ce même registre.

Site de Rancogne

Il n'y a pas de prélèvement d'eau pour le process d'extraction. La société utilise, si nécessaire, un forage qui alimentait les serres horticoles pour l'arrosage des pistes en période sèche et ventée. Le débit pompé dans la nappe du Dogger, à une profondeur de l'ordre de 100 m, n'excède pas 5 m³/h et le volume annuel maximum nécessaire est limité à 1 000 m³.

Article 5.1.3 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un forage se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

En application de l'art. L. 411-1 du code minier, l'exploitant déclare chaque nouvel ouvrage en vue de son inscription à la Banque du sous-sol, auprès du service géologique régional du Bureau de recherches géologiques et minières.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Article 5.1.4 : Suivi piézométrique

Site de Rancogne

Un suivi trimestriel de niveaux des eaux souterraines est réalisé sur le forage de la serre situé au Sud-Est de l'extension (parcelle 132) et le piézomètre situé au Nord-Ouest de la partie réaménagée (parcelle 142) (annexe 6).

Les deux piézomètres sont maintenus fonctionnels durant la totalité de la durée d'exploitation arrivant à son terme en 2032.

L'exploitation (manœuvre des engins et camions) est conduite de façon à rester à distance suffisante pour éviter leur dégradation.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF.

À ce suivi sont associées des analyses semestrielles de la qualité des eaux souterraines au droit de la carrière. Ces analyses portent sur le pH, la DCO, les MES et les hydrocarbures totaux définis à l'article 5.2.7 du présent arrêté.

CHAPITRE 5.2 – REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

Article 5.2.1 : Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux des surfaces imperméabilisées (aire étanche, aire de stationnement, eau de lavage des engins, etc.) ;
- les éventuelles eaux d'exhaure ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches...

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Article 5.2.2 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux rejets par le présent arrêté.

Les dispositifs de rejets des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Article 5.2.3 : Point de rejets dans le milieu naturel et bassins d'infiltration

L'exploitation de la carrière sur le site de Rancogne est réalisée hors d'eau. Aucun rejet ou infiltration ne sont réalisés dans le milieu naturel. L'exploitant est en mesure de le justifier en toutes circonstances.

Article 5.2.4 : Gestion des eaux de lavage des matériaux

Les matériaux ne sont pas traités sur l'emprise de la carrière de Rancogne et aucun lavage des matériaux et d'engins n'est réalisé sur site. L'ensemble de ces opérations sont effectuées sur le site d'Olérat.

Sur le site d'Olérat, les eaux de process sont utilisées en circuit fermé, constitué de bassins d'eau claire et de bassins de décantation, reliés par des conduites ou des fossés, sans rejet dans le milieu naturel.

Article 5.2.5 : Eaux de ruissellement des zones de traitement et de stockage des déchets d'extraction inertes

Site d'Olérat

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sur le site d'Olérat ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux de surface et souterraines. Les eaux correspondantes sont canalisées vers les bassins de décantation du site.

Les bassins de décantation des eaux de lavage doivent être d'une capacité suffisante pour éviter tout rejet dans la Tardoire, et ce durant la durée du processus d'exploitation. En outre, si ces bassins sont implantés sur des terrains remblayés, ils sont étanchés par de l'argile.

Toutes dispositions sont prises pour éviter toutes dérivations par inondation ou infiltration des eaux de La Tardoire et afin d'assurer la stabilité des berges du cours d'eau.

Le rejet de l'aire de lavage de véhicules se fait vers les bassins de décantation. La concentration en hydrocarbures totaux est inférieure aux valeurs de l'article 5.2.7.

Site de Rancogne

Le lavage des engins et des matériaux est interdit sur ce site.

Article 5.2.6 : Entretien des dispositifs de traitement

Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée pour assurer leur bon fonctionnement et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste à vidanger et pomper les effluents souillés, huileux ou contenant des hydrocarbures, des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et des réseaux associés, et à curer les bassins de décantation des matières en suspension. Le bon fonctionnement des systèmes de filtration des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures est vérifié. La propreté et l'intégrité des réseaux enterrés sont également vérifiées pour éviter des transferts de pollution éventuelle dans le sous-sol.

Les fiches de suivi du nettoyage des bassins de décantation, des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et des réseaux associés, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.2.7 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Sur le site d'Olérat, les rejets des effluents dans les bassins de décantation doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température < 30 °C ;
- matières en suspension (MES) < 35 mg/L ;
- demande chimique en oxygène (DCO) < 125 mg/L ;
- hydrocarbures totaux (HCT) < 10 mg/L ;

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures.

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures totaux, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Article 5.2.8 : Contrôle des rejets d'eaux

Un contrôle des paramètres définis à l'article 5.2.7 est effectué.

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de la Transition écologique ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, ces résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Article 6.1.1 : Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Article 6.1.3 : Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES**Article 6.2.1 : Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2 : Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement 70 dB(A) compte-tenu d'une activité uniquement diurne (période diurne réglementaire de 7 h à 22 h).

Article 6.2.3 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois après la notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Les emplacements des points de mesure sont définis de façon à être représentatifs de l'impact sonore de l'installation en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée. Ces emplacements

incluent a minima les points de mesure retenus dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

La répartition des points de mesure acoustiques évolue avec le phasage de l'exploitation sur le site de Rancogne.

Un contrôle de ces mesures est réalisé tous les trois ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, ces résultats sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

CHAPITRE 6.3 – VIBRATIONS

Article 6.3.1 : Vibrations

Sans objet. L'exploitation sera réalisée sans usage de tirs de mines.

TITRE 7 – DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 7.1 – PRINCIPES DE GESTION

Article 7.1.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits. Il assure une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- la préparation en vu de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Article 7.1.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 7.1.3 : Zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation de la carrière

Les déchets sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Les zones de stockage de déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Article 71.4 : Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'Environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 71.5 : Suivi des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

2505 TUGA 1 C

Article 8.1 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers : soit par courrier, soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8.2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Moulins-sur-Tardoire et La Rochefoucauld-en-Angoumois pendant une durée minimum d'un mois et procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimum de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8.3 : Exécution et notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Charente, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, la maire de Moulins-sur-Tardoire et le maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société des Sablières de la Tardoire (SATAR) et dont une copie leur sera adressée.

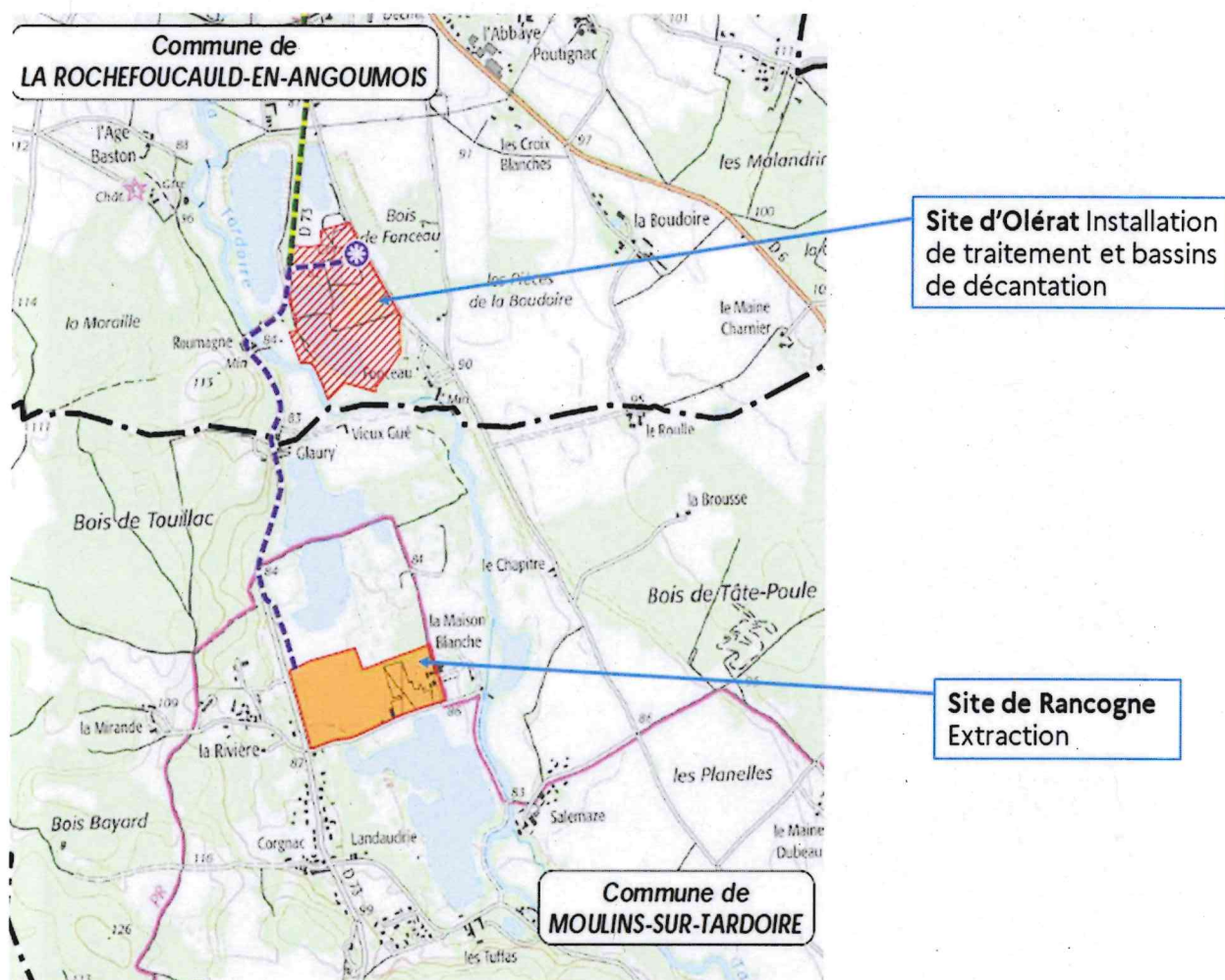
À Angoulême, le 01 AOUT 2025

P/le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles JOBART

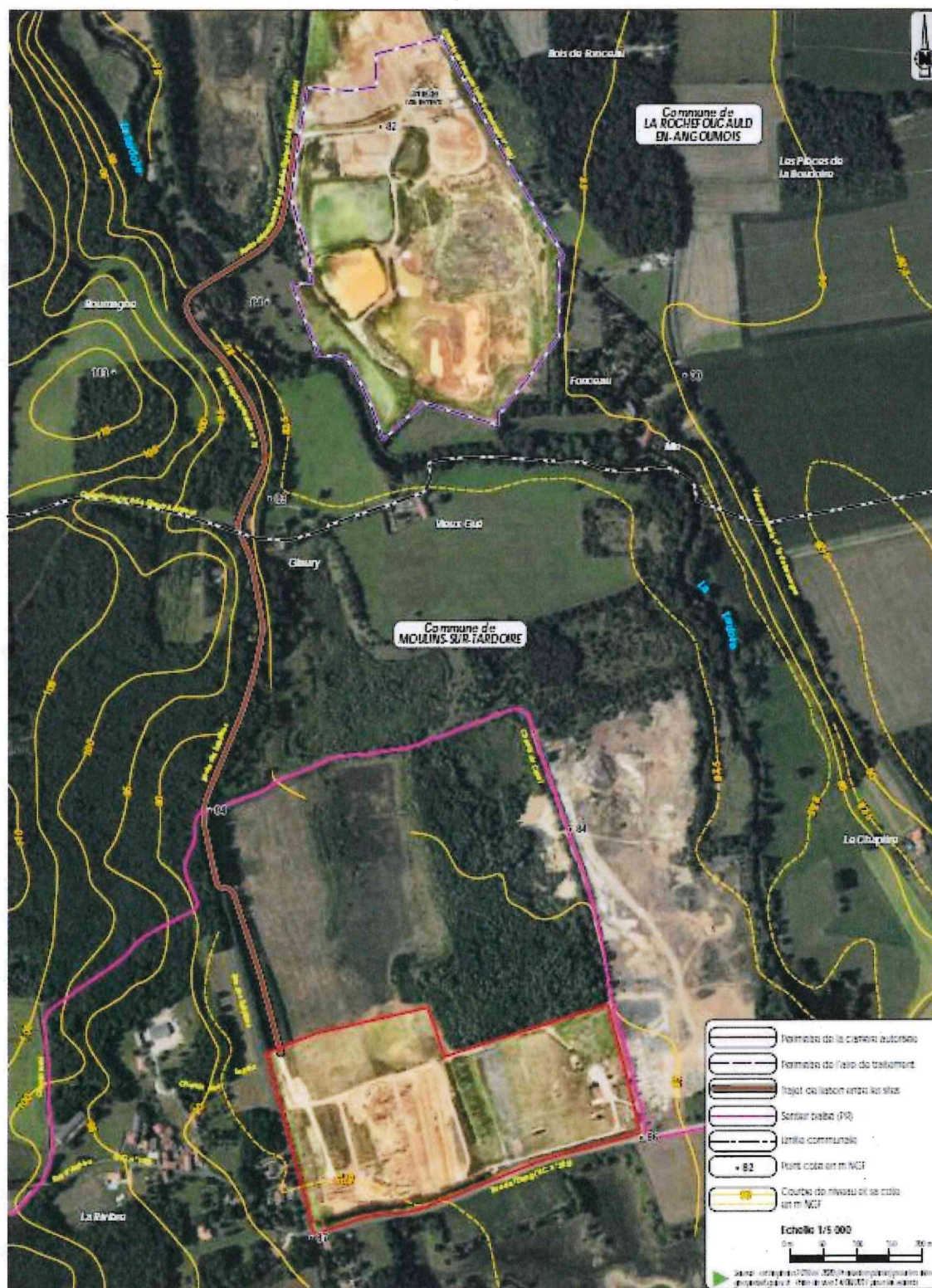
ANNEXE 1 PLAN DE SITUATION

[Source : Sablières de la Tardoire – Sites de la Plaine de la Maison Blanche et d'Olérat – Communes de Moulins-sur-Tardoire et La Rochefoucauld (16) – Porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation – novembre 2022, page 5/166]



ANNEXE 2 PLAN ÉTAT ACTUEL

[Source : Sablières de la Tardoire – Sites de la Plaine de la Maison Blanche et d'Olérat – Communes de Moulins-sur-Tardoire et La Rochefoucauld (16) – Porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation – novembre 2022, page 23/166]



Sablières SATAR - La Rochefoucauld-en-Angoumois et Moulins-sur-Tardoire (16)

INCEM Grand Ouest

ANNEXE 3 PLAN PARCELLAIRE et ZONAGE PLUi

[Source : Sablières de la Tardoire – Sites de la Plaine de la Maison, Blanche et d'Olérat – Communes de Moulins-sur-Tardoire et La Rochefoucauld (16) – Porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation – 11/2022, Figure 7 page 44/166]

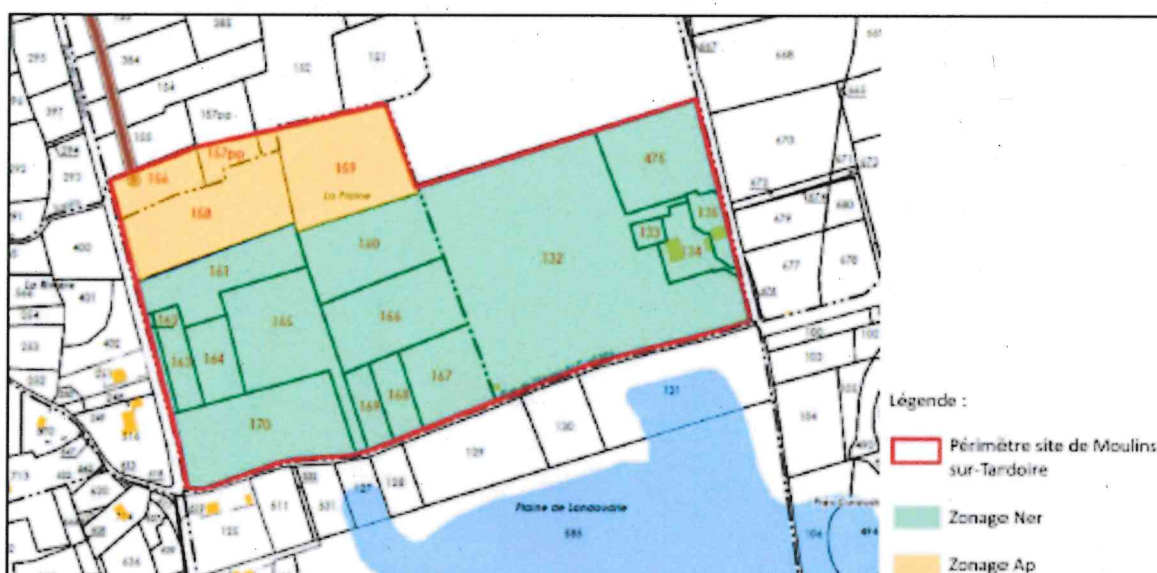
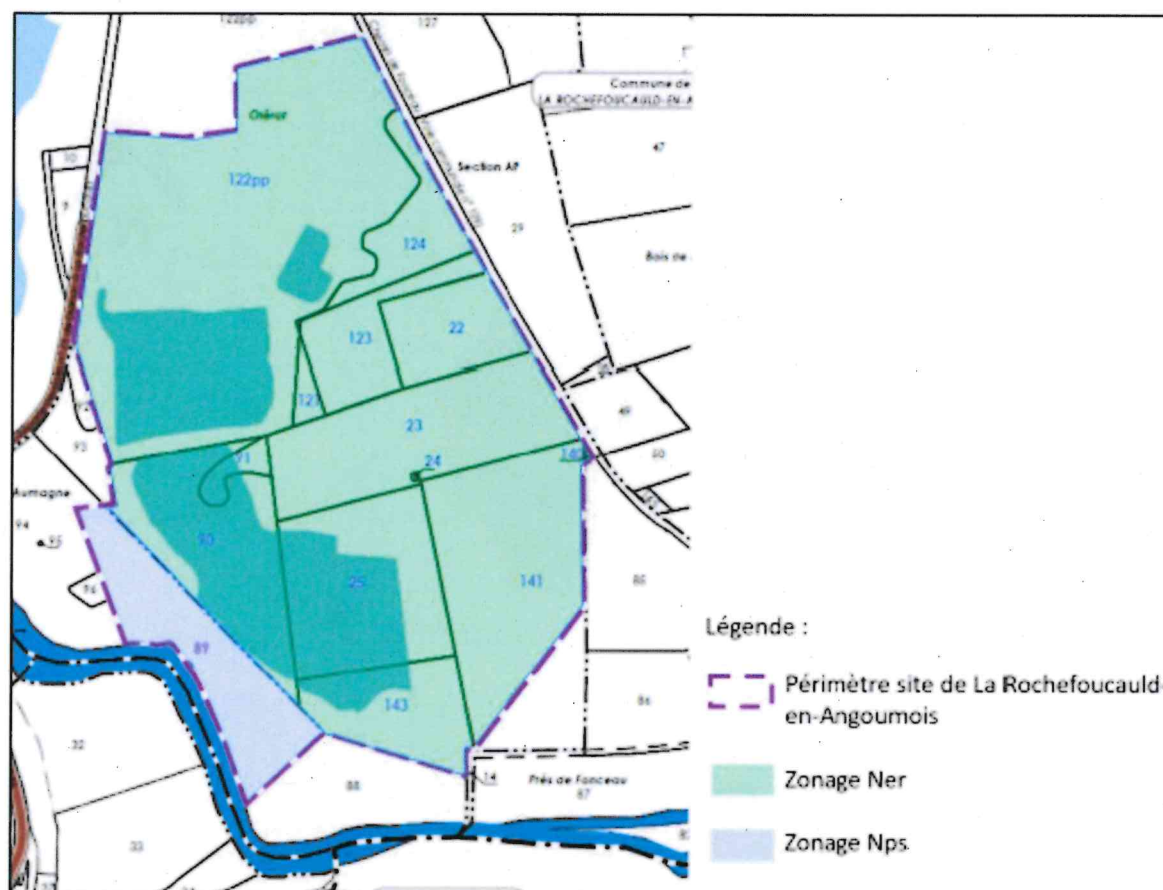
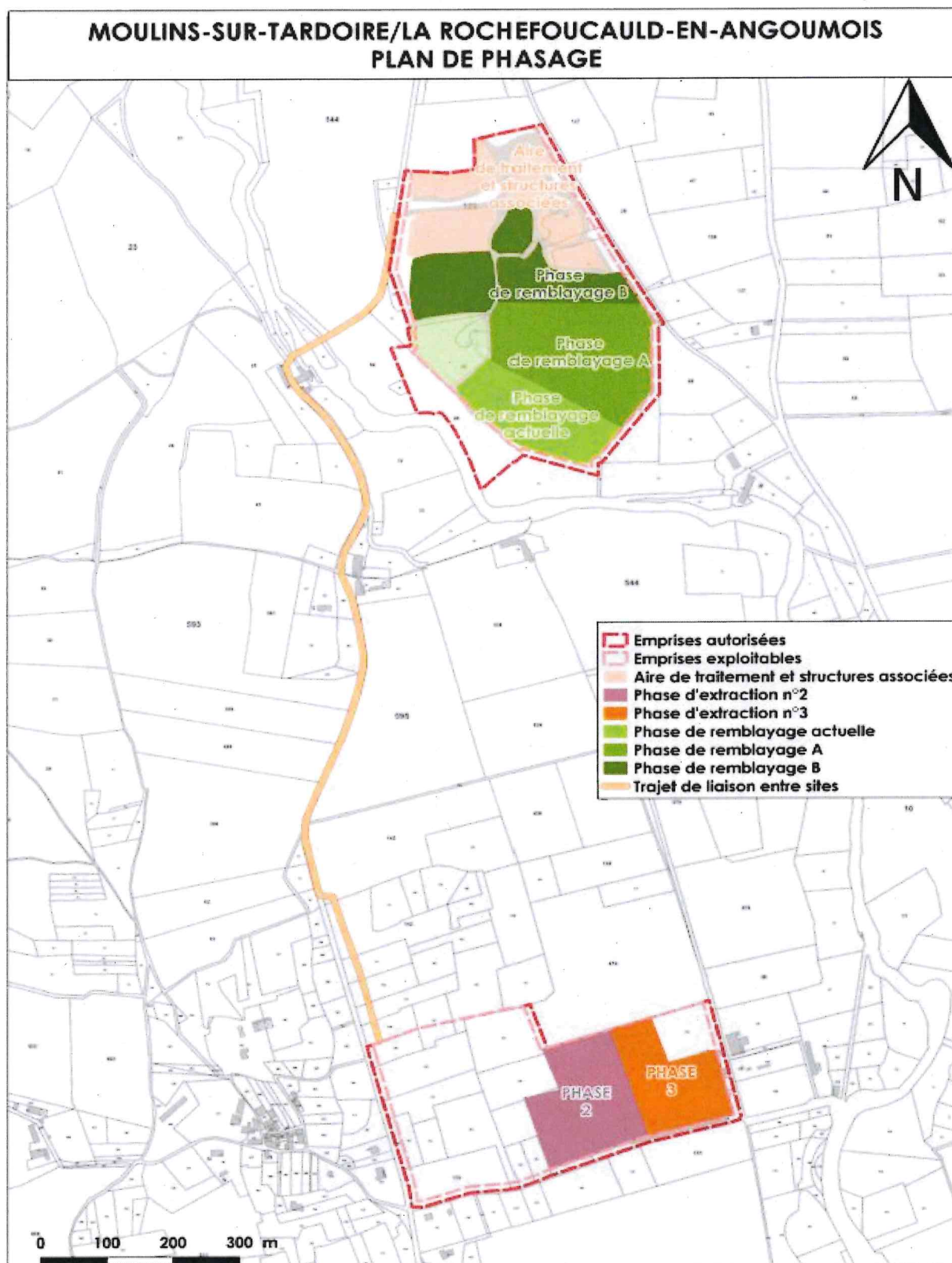


Schéma des zonages PLUi

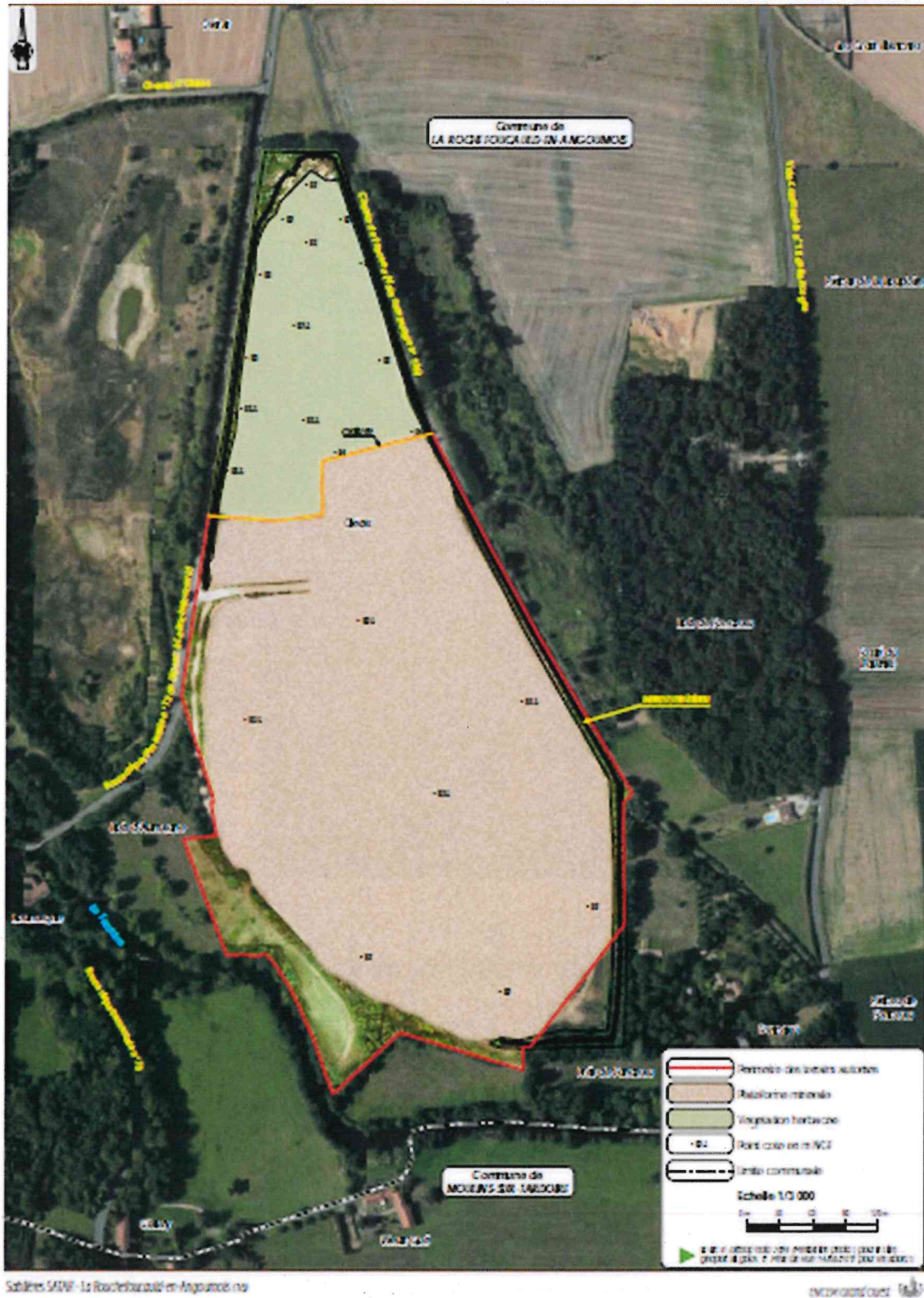
ANNEXE 4 PLAN DE PHASAGE PAR PHASES QUINQUENNALES

[Source : Sablières de la Tardoire – Sites de la Plaine de la Maison, Blanche et d'Olérat – Communes de Moulins-sur-Tardoire et La Rochefoucauld (16) – Porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation – novembre 2022, page 74/166]

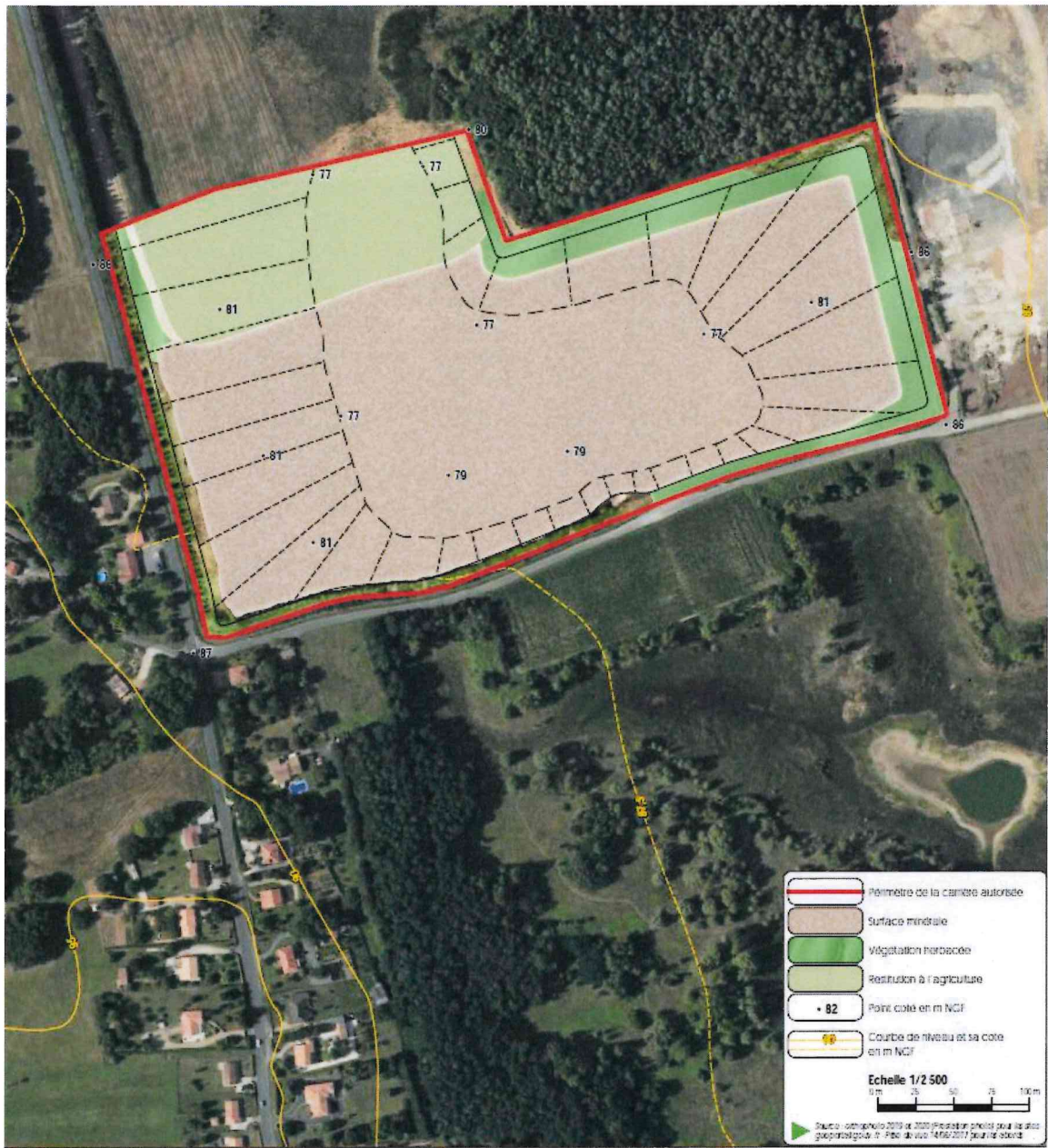


ANNEXE 5 PLANS DE L'ÉTAT FINAL

[Source : Sablières de la Tardoire – Sites de la Plaine de la Maison, Blanche et d'Olérat – Communes de Moulins-sur-Tardoire et La Rochefoucauld (16) – Porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation – novembre 2022, pages 92 à 94/166]



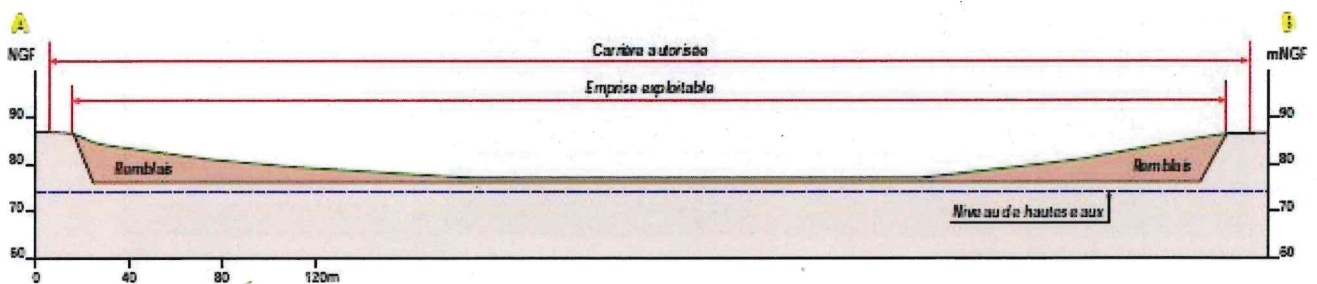
Plan de remise en état site d'Olérat



abîmes SATAR - La Rouchefoucauld-en-Angoumois et Moulins-sur-Tardoire (16)

ENCEN Grand Ouest

Plan de remise en état site de Rancogne



Coupe remise en état site de Rancogne

ANNEXE 6 LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES

[Source : Sablières de la Tardoire – Sites de la Plaine de la Maison, Blanche et d'Olérat – Communes de Moulins-sur-Tardoire et La Rochefoucauld (16) – Porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation – novembre 2022, page 165/166]

